



Compte-rendu événement
"Ecologie et Action Publique"
20 Mars 2025

**"Penser la société en transition",
Rencontre avec Dominique Méda**



Dominique Méda
Sociologue

Professeure de
sociologie à l'Université
Paris Dauphine et
Directrice de l'IRISSO



Céline Marty
Philosophe

Chargée de l'Enseignement
Supérieur et de la Recherche à
l'Académie du Climat,
membre de l'équipe
d'animation du Lierre

Penser la société en transition

A l'occasion de la sortie de son livre *Une Société désirable, Comment prendre soin du monde* paru le 2 janvier 2025, Le Lierre et la Fondation de l'écologie politique ont eu la chance de recevoir **Dominique Méda**, haute-fonctionnaire, philosophe et sociologue.

Un grand merci à **Céline Marty**, docteure en philosophie et membre du Lierre, qui nous a permis de mettre en lumière différents éléments de cet ouvrage.

Dans son livre, **Dominique Méda** a voulu explorer le cliché des "français paresseux" -notamment les jeunes- et surtout le remettre en question. C'était l'occasion d'**interroger les politiques de protection sociale**, de se demander ce que **pourrait être une "Europe sociale"** et enfin ce à quoi pourrait ressembler une **reconversion écologique de nos sociétés**. Pour l'auteure, plusieurs éléments -souvent oubliés de la transition écologique- sont à prendre en compte et représentent même des fondamentaux de cette dernière : les transformations de l'emploi ou encore l'égalité entre les femmes et les hommes.



Quel rôle des services publics ?

1. Dominique Méda et la fonction publique

Après avoir étudié à l'ENA entre 1987 et 1989, **Dominique Méda** a intégré l'inspection générale des affaires sociales (depuis réformée) : l'auteure a rappelé son fort attachement à la fonction publique, dont elle a fait partie, et est convaincue de son rôle crucial. Elle souligne qu'en faisant partie de la fonction publique, on dispose de manettes importantes pour "résister à certaines directives" mais aussi pour prendre de réelles décisions qui peuvent contribuer à cette transition écologique et sociale.

En effet, en tant que responsable des concours préparant à la fonction publique, Dominique Méda a notamment exprimé la **nécessité que les futurs fonctionnaires puissent bénéficier de connaissances poussées en sciences sociales, et ce afin de de "résister" à certains dogmes de grandes écoles** (exemple : la nécessité de compétitivité).

2. Le facteur travail dans la "colère citoyenne"

Dans son livre, elle explore le malaise et la colère citoyenne qui font gonfler les votes pour l'extrême droite et elle estime qu'un des éléments déclencheurs est le facteur travail. Dans *The white working class : Overcoming Class Cluelessness in America*, **Joan C Williams** analyse la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis en 2016. Ce qui est intéressant ici est l'analyse d'une situation de désindustrialisation, où les classes populaires sont abandonnées par le politique et ressentent de fait mépris palpable de la part des classes dirigeantes. Les élites démocratiques à ce moment-là ne mentionnent pas particulièrement l'emploi de ces classes tandis que les républicains trumpistes en font une priorité dans leur programme, ce qui peut expliquer en partie l'orientation de leur vote.

3. L'état intellectuel du monde au 20ème siècle

Aussi, la sociologue relève le basculement intellectuel qui a opéré au 20ème siècle. Elle note la naissance de la Société du Monde pèlerin et la diffusion du néolibéralisme en Europe et aux Etats-Unis. Alors que l'Europe se reconstruit après la seconde guerre mondiale en accordant une place prioritaire à la protection sociale, des idées selon lesquelles l'Etat ne doit pas intervenir dans le marché, l'individu est rationnel et la protection sociale doit être individuelle et pas collective, se répandent. Exacerbés alors par la mondialisation qui s'intensifie et s'accélère, cela contribue à la destruction de l'environnement et ne permet pas d'en faire une priorité dans l'agenda politique.

D'un autre côté, des climatologues tentent de nous alerter sur les dangers encourus par l'environnement. Par exemple, Tim Lenton met en lumière la manière dont les modèles climatiques présentés par certains économistes comme William Nordoth nous ont éloigné des urgences environnementales.

4. Vers une société désirable – et l'Europe !

Une société désirable est un livre optimiste. **Dominique Méda** part d'une hypothèse selon laquelle la question écologique est prise au sérieux et les sociétés sont embarquées dans une réelle reconversion écologique. Cela signifierait qu'on mette en place la conversion du cadre cognitif actuel, notamment concernant la croissance. Cette conversion pourrait nous aider à régler la question de l'emploi ("pas assez désirables") et la question du travail pour développer des politiques publiques fortes. Cela nécessite ainsi de penser un accompagnement important et en prévision d'éventuelles résistances.

D'ailleurs, la republication en 2023 de la lettre de Mansholt¹, parue en 1972, témoigne de l'ancienneté de ce sujet qui peine à avoir une place sur l'agenda politique. Le Vice Président de la Commission Européenne de l'époque avait écrit une lettre à son collègue à propos de la bifurcation écologique de l'économie européenne. Ayant lu le rapport Meadows, l'homme politique, jusqu'alors productiviste, écrivait la nécessité de rompre avec l'objectif de croissance. 50 ans plus tard, sa lettre est toujours d'actualité.

Il est primordial selon Dominique Méda de faire cette révolution écologique au sein de l'Europe. Le potentiel "abandon américain" de Donald Trump nous donnerait peut-être même l'impulsion nécessaire à la construction d'une Europe fédérale – qu'on avait raté en 1948.

Quelle place de l'Etat (critiqué) dans cette reconversion ?

1. L'Etat perd-il du pouvoir ?

L'Etat peut être vu comme une “simple banque” lorsque l'on parle de transition, notamment en raison de son rôle dans la reconversion des entreprises privées qui permet de financer ces conversions, mais aussi son rôle dans les dépollutions (exemple : la Métropole de Lyon s'apprête à financer la dépollution des Pifas -à la place des industriels qui ont pollué !). **Est-ce que le rôle de l'Etat peut être plus ambitieux ? Quelle pourrait être cette planification écologique ?**

Selon **Dominique Méda**, l'Etat a perdu de sa puissance et de son pouvoir. Les entreprises et banques publiques ont peu à peu disparu. Cela l'a rendu impuissant, et il essaie maintenant de “vider l'océan à la petite cuillère”. Devant l'inflation des critiques sur les services publics, il est difficile de résister. Cette “impuissance” et la montée de ces critiques créent un sentiment de désespérance chez les fonctionnaires : on leur a fait comprendre qu'ils étaient “un coût et pas un moteur possible”.

En 2012, la Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques (DREES) réalise une grande enquête sur le travail. Celle-ci permet de recueillir de multiples témoignages et de faire ressortir la pénibilité du travail quotidien en France, notamment en raison de la recherche incessante de performance.

Alors, en quoi existe-t-il une attente de performance, de rentabilité dans la fonction publique ? Faut-il changer les pratiques de management ? Comment penser les rôles des différentes échelles de la fonction publique ? Où s'engager ? Est-on vraiment utile dans un ministère et pas au niveau d'une ville d'un territoire où on peut plus concrètement changer les choses ?

Dominique Méda reconnaît qu'il est difficile de bouleverser toutes les lois qui ont revu la répartition des pouvoirs par exemple à l'hôpital. En France, l'organisation de l'entreprise est très hiérarchisée. Le management est fondé sur le diplôme, les travailleurs se sentent méprisés et pas ou peu pris en considération. Cette situation se reflète autant dans le monde du privé qu'au sein de la fonction publique.

En Allemagne par exemple, la situation est différente, car l'organisation des entreprises est davantage fondée sur la codétermination et il existe aussi plus de syndicats pour (faire) connaître et faire valoir ses droits sociaux. Selon la sociologue, la France serait en retard. Confronté au Rapport Sudreau en 1975 qui démontre l'importance de donner du pouvoir aux salariés, le patronat n'avait pas adapté ses pratiques. Dominique Méda dénonce une société au sein de laquelle ce patronat ne cède sur rien. Des directives proviennent "d'en haut" et les exécutant.es disposent de très peu d'autonomie. Dans l'enquête portant sur les conditions de travail mentionnée plus tôt, les salarié.es se plaignent d'ailleurs effectivement du peu d'autonomie.

2. Focus sur le mouvement des Gilets Jaunes

La SCOP (Société Coopérative de Production) et la SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) peuvent représenter des réponses à ces problèmes. La question des usagers se pose notamment dans les marchés privés où les utilisateurs ont peu de pouvoir. On peut également faire référence au mouvement des gilets jaunes qui se sont sentis très méprisés. **Comment, dans une société plus désirable, plus inclusive, ne pas reproduire ce sentiment de mépris ?**

La sociologue revient sur le mouvement des gilets jaunes qui est un très bon exemple de politique publique prise "sans aucune connaissance du quotidien de la population". "Les cabinets ministériels avaient une certaine connaissance de la nécessité d'accompagner les gens dans cet épisode, notamment financièrement, et ils ont décidé de ne pas le faire".

Selon **Dominique Méda**, il faudrait des services sociaux davantage connaisseurs des populations concernées: elle mentionne notamment la possibilité d'ouvrir des cahiers de doléances. Une solution à ce déficit de connaissance pourrait également être la multiplication de conventions citoyennes, qui ont un grand rôle à jouer, mais aussi une étroite collaboration des services publics avec les universitaires et les chercheurs.

Céline Marty se demande si évoquer l'écologie face aux Gilets Jaunes n'est pas, d'une certaine manière, un moyen de détourner le débat et de créer des divisions. Certains acteurs auraient en effet tout intérêt à entretenir ce type de situation. **Comment, alors, mettre en lumière les véritables rapports de force et assumer un engagement collectif ? Comment orienter la conflictualité vers ceux qui bénéficient du statu quo ?**

On peut penser, par exemple, aux enjeux liés à l'aéronautique ou au glyphosate, où le poids du lobbying peut donner un sentiment d'impuissance.

Selon Dominique Méda, il faudrait pouvoir développer un projet politique qui placerait en son cœur les classes populaires, surtout si on veut éviter l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. La note de Terra Nova sur la rupture du PS et des classes ouvrières est un exemple de ce qu'il ne faut pas faire. (Gauche : Quelle majorité électorale pour 2012 ?²)

Lors de la convention citoyenne pour climat, la sociologue était observatrice. Elle explique que le tirage au sort était très bien fait : les participant.es venaient de tous horizons et certain.es étaient climatosceptiques et ont été transformés. Ils ont travaillé ensemble, se sont disputés et ont fait ressortir un programme très intéressant qui était susceptible de faire bouger les choses.

Selon Dominique Méda, il serait judicieux de renouer avec une certaine forme de planification à la manière de Jean Monnet. Cette planification va devoir être départementale, régionale, articulée à une planification européenne. Le grand objectif de cette planification sera d'organiser la décroissance.

Quelle est la place de l'Europe pour rendre cette transition désirable ?

Quels espoirs chez nos voisins européens qui n'ont pas encore basculé vers l'extrême droite ? Quels services publics de cette transition écologique pourraient être destinés aux classes populaires ? (sécurité sociale de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, du logement) Comment capitaliser sur les services publics pour démocratiser, démarchandiser, dépolluer ces secteurs ?

Cette transition écologique peut être désirable et à l'avantage de nombre d'entre nous : il existe des bénéfices en termes de santé, d'alimentation, d'emploi, ... à mettre en avant. Il va falloir construire un discours dessus. L'Espagne nous donne de l'espoir effectivement (elle a par exemple nationalisé ses autoroutes), mais tous les pays ne basculent pas vers le socialisme. L'Europe n'est pas "sexy" mais nous avons actuellement affaire à une configuration similaire à 1948 où l'URSS et les États-Unis représentaient une menace. A l'époque, cela nous a poussés à nous unir.

Aujourd'hui, dans cette configuration similaire, nous avons des valeurs à partager et nous devons capitaliser là-dessus (Dominique Méda ramène notamment à la Charte des droits sociaux fondamentaux). La sociologue imagine des politiques publiques beaucoup plus engagées. C'est le moment de faire une Europe puissante, d'accepter de lâcher nos différences, et de construire une Europe solidaire. "Cela pourrait emporter l'enthousiasme et déployer des passions positives !".

Questions de la salle :

- **En rebondissant sur le sujet européen et la question de la liberté, par exemple celle de pouvoir rester sur son territoire, comment peut-on garantir une sécurité de l'emploi sans forcer les citoyens à se reconvertir ?**
- **Comment concilier son engagement avec son travail en tant qu'agent public dans un environnement institutionnel contraint ? Le cadre est très lourd ce qui est décourageant, dans quelle mesure peut-on vraiment avoir du poids ? De plus, on a l'impression que la classe patronale et l'élite dirigeante sont si puissantes qu'il n'existe plus vraiment d'obstacles notamment suite à la réaction politique à l'issue des dernières législatives ?**
- **En France, nous sommes dans un contexte de réduction budgétaire, ce dernier impose un nouveau pilotage. Comment continuer à faire passer des messages, à agir, à se mobiliser dans ce climat ?**
- **Comment concilier le "néopublic management", cette nécessité d'efficacité dans la fonction publique avec la nécessité de transition écologique et sociale et le temps que cela implique ?**

Comment récupérer un pouvoir d'agir ?

La recommandation de Dominique Méda est simple : faire son travail, tout en parlant avec les autres et en constituant des collectifs dans la sphère professionnelle, et ce afin d'atteindre une taille critique à l'intérieur des organisations. Elle conseille également de "réinvestir les partis politiques et les syndicats qui nous ont aidés".

L'Europe est désindustrialisée. La sociologue estime qu'il faudrait relocaliser l'activité européenne. Cela signifie qu'on aura besoin de plus de travail humain, et que nous allons devoir être capables de le répartir. La plupart des emplois à créer sont dans la terre, dans l'industrie, le bâtiment, les énergies.

D'ailleurs, la **dernière prédiction du SGPE estime qu'à l'horizon 2030, le besoin de recrutement atteindra 2 800 000 de personnes dans ces secteurs en tant qu'ouvriers et techniciens, des emplois qui seront plus pénibles. Une de nos priorités doit donc être de les rendre plus attractifs, en faisant construire "un grand chantier des conditions de travail".**

La France est l'un des pays où la pénibilité physique est la plus importante. Il est fondamental de sortir de l'organisation des entreprises avec des actionnaires qui ont "tout" le pouvoir : le bicaméralisme est une route souhaitable. Dominique Méda explicite aussi le rôle du public : il faut le réformer, pour faire participer plus les agents et les consulter.

Ainsi, les services publics vont devoir faire preuve d'efficacité : les gens sont "désespérés par leur travail". Pour remédier à cela, un beau projet commun pourrait être la solution, accompagné d'une plus grande autonomie.



Fondé en 2019, Le Lierre rassemble plus de 2 000 fonctionnaires, agents publics, contractuels, experts, consultants, acteurs et actrices des politiques publiques, convaincus que la transformation profonde de l'action publique est indispensable pour répondre aux urgences écologique, sociale et démocratique.

Contacts du Lierre

 contact@le-lierre.fr

Adam FORRAI, secrétaire général

 <https://le-lierre.fr>

 @Le Lierre

 @Reseau_LeLierre

 adam.forrai@le-lierre.fr

 06 79 28 75 02

